

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

SOMMAIRE : Préoccupation politique. — Affranchissement du travail agricole. Crédit aux cultivateurs non propriétaires. — Désespoir de la réaction. — Le blanc de zinc et les industries homicides. — Semaine parlementaire. — Nouvelles extérieures. — Equilibre de population. — Bains publics. — Les ouvriers de Paris. Les ébénistes. — Exposition et examen critique des doctrines de M. Proudhon.

PRÉOCCUPATION POLITIQUE.

Les événements politiques du moment sont trop graves pour ne pas absorber complètement l'opinion publique. A l'extérieur s'agit la question de savoir si l'Europe sera cosaque ou républicaine, si les traités de 1815, qui tiennent suspendue sur la tête de tous les empires du continent la menace éternelle de la guerre, seront déchirés ou maintenus. A l'intérieur, nous sommes à la veille d'une élection générale pour la formation d'une Assemblée législative. Et comme si la situation n'était pas assez tendue, comme s'il ne suffisait pas de ces deux causes pour tenir le pays en émoi, un pouvoir évidemment contre-révolutionnaire semble viser à accroître l'intensité de la crise par d'odieuses provocations à la guerre civile.

Nos lecteurs comprendront qu'en de telles circonstances nous nous laissions aller aussi au courant de la politique et des événements du jour, et que les graves préoccupations des affaires du dedans et du dehors nous détournent momentanément des rigoureuses prescriptions de notre programme. Le calme des esprits est la première condition du succès de tout enseignement scientifique, et l'heure n'est pas à la discussion pacifique des plans et des idées de réformes. Si donc les questions de politique pure ont occupé pour quelque temps, dans les colonnes de ce recueil, une plus large place que celle que nous leur avons assignée d'abord, nous prions ceux à qui nos paroles s'adressent d'en rejeter la faute sur la prépondérance des faits politiques et non sur notre volonté. Quand la tempête emporte le navire dans la direction des écueils, c'est le devoir de tous ceux de l'équipage de courir au plus pressé et d'unir leurs efforts pour conjurer le danger de mort. Il sera temps de reprendre l'étude de l'hydrographie et de la science maritime quand le calme sera revenu sur les flots.

Nous estimons qu'il y a danger de mort, dans la circonstance, pour nos institutions, et c'est la conscience de notre devoir qui nous fait aujourd'hui désertir nos travaux pour signaler la maladresse des pilotes insensés qui mènent le navire à sa perte.

Toutes vos rigueurs pour rétablir l'ordre et la paix seront stériles, parce que l'ordre que vous prétendez faire régner est la discorde même, parce que la paix que vous voulez établir est une violence et une oppression ; cette violence, cette oppression, ce désordre ont amené un état de guerre, et cette guerre sociale n'est pas entre l'honnête homme et le malfaiteur, entre l'homme laborieux et le fainéant, entre celui qui gagne sa vie et celui qui vole ; elle est entre le riche et le pauvre, entre

le maître et l'esclave, entre le propriétaire et le fermier ; et cette guerre a éclaté parce que l'égoïsme du riche a été poussé à un excès qui devait révolter le pauvre.

GUST. DE BEAUMONT.

RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

(Suite (1)).

AVANCES AUX CULTIVATEURS NON PROPRIÉTAIRES. CRÉDIT MOBILIER.

Nous avons décrit une des opérations de nos banques départementales ; nous avons expliqué comment, en affectant le sol à la garantie des sommes prêtées, il serait facile de mettre le crédit à la disposition des cultivateurs propriétaires et même des propriétaires non cultivateurs.

Il nous reste à examiner ce qu'on pourrait faire pour les cultivateurs qui, ne possédant point d'immubles, sont hors d'état de donner des garanties hypothécaires.

Le crédit peut être : 1^o réel, 2^o personnel, 3^o réel et personnel tout ensemble.

Le crédit réel, les mots le disent, est fondé sur la valeur des choses, abstraction faite de la moralité des personnes. Le crédit réel peut être immobilier ou mobilier ; autrement dit, il peut reposer sur un immeuble et être garanti par une hypothèque ; ou bien, il peut reposer sur un objet mobilier et être garanti par un nantissement, par un gage.

Pour fournir hypothèque, il faut absolument être propriétaire d'un fonds quelconque, terre, usine ou maison ; mais pour donner un nantissement ou un gage, il suffit de posséder des valeurs mobilières.

De même que le propriétaire foncier affecte ses immeubles à la sûreté d'une créance, de même le fermier et le métayer peuvent engager les récoltes qui leur appartiennent pour répondre des sommes qu'ils empruntent.

La banque agricole peut prêter sur la valeur des produits, comme elle prête sur la valeur du fonds ; elle peut, sans s'exposer à perdre, distribuer largement le crédit réel mobilier.

Nous traiterons séparément du crédit personnel ou moral, du crédit qui repose exclusivement sur la probité et sur la capacité du travailleur. Le crédit moral est le crédit par excellence, le crédit accordé à l'individu et non plus à la chose, le crédit qui doit émanciper définitivement le travail, fournir aux cultivateurs les instruments indispensables et les élever à la dignité de propriétaires.

Présentement, nous voulons nous occuper du crédit mobilier agricole, du crédit qui peut être garanti par des produits déjà existants, sauf à parler bientôt du crédit à asseoir sur des produits futurs.

Le crédit réel mobilier peut être fourni, sans inconvénient, jusqu'à concurrence de la moitié ou des deux tiers de la valeur des produits engagés : c'est une avance sur consignations.

(1) Voir les numéros des 11, 18, 25 février, 4 et 11 mars.

Il s'agit tout simplement d'établir dans chaque chef-lieu de canton, près de chaque comptoir de la banque, des entrepôts ou magasins dans lesquels les cultivateurs pourraient déposer leurs récoltes, moyennant un faible droit de garde et de manutention, puis d'autoriser la banque à prêter sur consignment de produits.

Il suffit pour cela de généraliser le système des entrepôts créés depuis la révolution pour les marchandises, d'appliquer en faveur de l'agriculture les décrets d'avril et de juillet 1848, rendus en faveur du commerce et de l'industrie. Pas n'est besoin de décréter une loi spéciale ; tout est prévu dans les décrets ci-dessus ; pas n'est besoin de demander des fonds à l'Assemblée nationale : les entrepôts de marchandises n'ont pas coûté un centime au Trésor.

On trouvera sans peine, dans chaque canton, des bâtiments propres à être transformés en entrepôts ; on trouvera des propriétaires qui offriront des magasins, et une faible partie des droits perçus sur les emprunteurs suffira pour couvrir les frais de loyer et d'administration.

La surveillance de ces entrepôts peut être confiée aux autorités locales, le contrôle aux agents des contributions indirectes. C'est ainsi qu'on a procédé déjà pour les magasins récemment établis.

Dans ces entrepôts, on admettrait tous les produits qui peuvent être conservés sans beaucoup de frais et sans détérioration, comme le vin et les céréales ; on constaterait la quantité et la qualité des produits, la valeur expertisée ; on exigerait du déposant un droit de manutention et de magasinage réglé par le tarif, puis on lui délivrerait un récépissé de ses denrées.

Ces récépissés, transmissibles par endossement, donneraient droit à la propriété du dépôt et pourraient être consignés en garantie de toutes sommes prêtées soit par les banques déjà existantes, soit par les comptoirs d'escompte.

Mais ce n'est pas tout. Le comptoir de notre banque départementale prêterait directement aux porteurs de récépissés et sur dépôt de titres, jusqu'à concurrence de moitié ou des trois quarts de la valeur courante des produits expertisés. Le prêt serait fait à 3, 4 ou 5 0/0 d'intérêt, et à trois mois, six mois ou un an d'échéance.

Jusqu'à l'expiration du délai, le propriétaire de la marchandise consignée pourrait toujours la vendre pour son propre compte, mais à la charge d'acquitter les frais d'entrepôt, de rembourser en principal et intérêts les avances qui lui auraient été faites. En cas de non paiement à échéance, la banque pourrait renouveler le prêt ou mettre en vente les produits consignés. Sur le prix de la vente, elle retiendrait ce qui lui serait dû, remettrait à l'emprunteur l'excédant, comme elle répèterait contre lui la différence, s'il y avait déficit.

Le taux de l'intérêt variera nécessairement en raison du développement qui sera donné aux institutions de crédit. Si l'on voulait dès aujourd'hui procéder à une organisation normale des banques, l'intérêt pourrait aisément être réduit à 3 et même à 2 0/0, ainsi que nous aurons occasion de le prouver dans la suite de ce travail.

Dans nos précédents articles, nous avons pré-

senté la banque agricole comme un simple intermédiaire entre les prêteurs et les emprunteurs. Elle se bornait à cautionner les débiteurs, à répondre du principal et des intérêts de l'emprunt sans prêter directement elle-même : elle n'avait donc pas besoin de capitaux disponibles. Ici, c'est tout autre chose. La banque prête sur consignation : cela suppose évidemment qu'elle a un fonds de roulement, qu'elle est en état de faire des avances, soit en espèces, soit en billets.

Nous expliquerons par la suite comment les banques agricoles, sans même recourir au papier-monnaie, seront à même de faire face à tous les besoins de la circulation, de prêter des écus à quiconque présentera des garanties de solvabilité. On verra même que ces banques auront à leur disposition plus d'espèces que n'en possédait jamais la banque de Paris. Qu'on nous permette de décrire d'abord les opérations de nos banques, nous n'aurons pas de peine à leur constituer un capital imposant, sans avoir besoin de faire appel à l'avidité des spéculateurs actionnaires.

Les entrepôts agricoles, les avances sur consignations de denrées auraient pour effet d'extirper l'usure dans les campagnes en rendant l'industrie des usuriers inutile.

Les usuriers campagnards spéculent sur la misère et sur la faim, prêtent au mois et à la semaine. Quand ses provisions sont épuisées, le paysan est réduit à recourir aux usuriers, qui lui prêtent, au mois de mai ou au mois de juin, un hectolitre de blé, à la condition qu'il leur sera rendu un hectolitre un quart, un hectolitre et demi à la moisson prochaine. Quelquefois les usuriers avancent des écus à 1 et même à 2 0/0 par mois, et toujours à la condition d'être remboursés à la première récolte.

Le mois qui suit la moisson est l'époque générale des échéances dans les campagnes. Aussi voit-on tous les paysans pressés de vendre pour faire de l'argent à tout prix, apporter tous à la fois leurs denrées au marché, et cette concurrence des vendeurs avilir les prix. Les spéculateurs achètent alors au rabais ces produits qu'ils revendront plus tard à l'enchère, dans six mois, à ceux-là même qui ont été forcés de s'en dessaisir pour acquitter leurs dettes.

C'est un fait bien connu que le riche propriétaire tire toujours plus d'argent de sa récolte que le pauvre métayer. Pressés par le besoin, rongés par des intérêts exorbitants, les pauvres paysans ne peuvent jamais attendre le moment opportun de la vente. Ils sont toujours forcés de livrer quand les prix sont au plus bas, puis ensuite forcés de racheter ou d'emprunter à l'époque du maximum, tandis que les spéculateurs achètent au moment de la dépréciation pour revendre à l'époque de l'extrême cherté.

Si le paysan pouvait se dispenser de vendre dans la saison défavorable ; s'il pouvait, en consignation ses produits dans un entrepôt, emprunter à bas prix de quoi désintéresser ses créanciers, il aurait la faculté, lui aussi, de profiter de la hausse ; il ne serait plus rongé par les marchands et par les usuriers ; il ne verrait pas se creuser, de plus en plus, devant lui, le gouffre de la misère.

Il importe donc d'établir dans chaque chef-lieu de canton des entrepôts de denrées agricoles, de constituer le crédit mobilier, en attendant qu'on organise le crédit moral ou personnel, de débarrasser le paysan de l'usure, en attendant qu'on puisse lui faciliter le moyen de devenir propriétaire, le moyen d'acheter et de payer par son travail le sol qu'il féconde au profit d'autrui.

F. V.

(La suite à un prochain numéro).

LE BIEN-ÊTRE DES CLASSES LABOUREUSES.

Toute diminution dans la consommation des objets immédiatement nécessaires à la subsistance

de l'homme correspond à une aggravation de misère pour les classes laborieuses.

De 1806 à 1814, sous l'influence de droits d'octroi modérés, la consommation annuelle du vin à Paris était de 160 litres par tête ; à cette heure, elle n'est plus que d'environ 96 litres par personne.

En 1789, lorsque Paris ne comptait que 600.000 habitants, la consommation de la viande s'élevait à 52 millions de kilogrammes, soit 86 kilogrammes par tête. En 1847, la population étant d'un million 50.000 âmes, il n'a pas été consommé, y compris les abats et les issues, 55 millions de kilogrammes de viande de boucherie, ce qui ne donne que 52 kilogrammes 82 centigrammes par individu. Si l'on ajoute à ce chiffre celui d'à peu près 9 millions de kilogrammes pour la chair de porc et la charcuterie de tout genre, on trouve que la consommation totale de la viande ne dépasse pas 61 kilogrammes par tête. Chaque habitant de Londres consomme 132 kilogrammes de viande de boucherie.

Ces chiffres sont assez significatifs.

DÉSÉPOIR DE LA RÉACTION.

L'émeute annoncée par le *Constitutionnel* pour lundi dernier, 26 mars, a été contremandée par ordre du peuple. L'honorable M. Carlier et ses acolytes, à qui le gouvernement alloue 15 mille francs par mois pour éventer et non pour inventer des complots, en ont été, cette fois encore, pour leurs frais d'imagination et de zèle ; la troupe pour un surcroît de fatigue. La faim qui crie à l'estomac des ouvriers des faubourgs n'a pas encore épuisé toute la patience de ses victimes. La réaction n'a pas eu, le 26 mars, pas plus que le 29 janvier, l'émeute qu'elle espérait et qu'elle attend toujours.

Ce sang-froid dédaigneux des anarchistes a monté au rouge-blanc la colère de M. Léon Faucher. Elle s'exhale en imprécations furibondes contre le socialisme dans les colonnes du *Moniteur*, devenu en quelque sorte, l'organe officiel de la calomnie. Les socialistes ne sont plus seulement les ennemis de la propriété et de la famille ; ce sont eux qui tiennent au plus bas le prix du pain, du vin et de la viande. La preuve en est que depuis la grande victoire de Léon Faucher sur le socialisme, le prix des bestiaux de Normandie se relève. C'est le *Moniteur* qui l'affirme, ajoutant que ce résultat merveilleux (la hausse du prix de la viande), est le fruit de l'ordre. Il paraît encore que le plus agréable passe-temps des socialistes de province consiste à se coiffer de bonnets rouges et à charbonner des guillotines sur les murs, indices révélateurs de leurs projets sinistres. Enfin, on ne désespérerait pas, en haut lieu, de rattacher l'histoire du vampire du Montarnasse à quelque complot infernal du socialisme contre le repos des morts.

Calomniez, calomniez, Basiles, car il vous faut beaucoup de calomnies de ce genre pour effacer de l'histoire contemporaine cette phrase accusatrice :

« Les socialistes ont renversé l'échafaud politique le 25 février ; les ministres de Louis Bonaparte l'ont relevé un an après. »

Singulière histoire à écrire, en effet, que celle du temps présent. Autrefois c'était la France qui marchait en tête de la croisade contre la barbarie et contre le despotisme ; et c'est elle qui marcherait aujourd'hui au secours de l'Autriche et du pape, si on ne la retenait. Autrefois c'était le pouvoir qui redoutait l'émeute ; c'est lui qui la soubaitait aujourd'hui. C'est le socialisme, la bête noire des souteneurs de l'ordre, qui se charge de maintenir l'ordre. Autrefois c'était M. Victor de Tracy qui réclamait la suppression absolue de la peine de mort, et l'un des premiers actes ministériels de M. Victor de Tracy, devenu ministre on ne sait pas pourquoi, est de s'associer au redressement de l'échafaud. Autrefois on s'imaginait bêtement que l'abondance

des récoltes devait prévenir la famine. Prodige de l'habileté gouvernementale ! nous avons aujourd'hui des ministres qui ont trouvé moyen de laisser affamer le peuple, au milieu d'une abondance inouïe de denrées de toute nature, à la suite d'une année de fécondité exceptionnelle, et alors que le pain blanc valait deux sous la livre. Les mêmes ont laissé l'industrie et le commerce périr, faute de capital, alors que les caves de la banque débordaient de numéraire, au grand désespoir des banquiers.

Il est douteux qu'en aucun lieu du monde l'ignorance et la sottise des dépositaires du pouvoir aient jamais été aussi loin. Les journaux officiels ou semi-officiels, qui admirent ces superbes résultats de la politique réactionnaire, ont des facultés qui nous manquent et que nous leur envions.

Ce que nous comprenons mieux, c'est que, pour couvrir une aussi criminelle impuissance, les coupables espèrent en la guerre civile et cherchent dans les malheurs publics une excuse à leur inertie. Nous concevons jusqu'au suicide dans la position désespérée de ces eunuques, car nous sentons que le vertige de la rage nous saisirait à moins.

Nobles philanthropes, savants économistes qui comprenez si bien le métier de ministres, ne vous irritez pas tant contre le peuple qui demeure insensible aux provocations des émeutiers. L'attitude de résignation qu'il a prise, son stoïcisme dans sa misère, son impassibilité dédaigneuse devant vos provocations et vos injures ont une cause que vous ignorez. S'il laisse passer sans mot dire vos insultes à la République, vos attentats contre sa liberté et ses droits, ce n'est pas que vous lui fassiez peur, comme vous vous en vantez. Ce peuple sait bien qu'il lui suffira de lever le doigt pour vous mettre en fuite, vous et vos prétendants, vos Bugeaud et vos Thiers, quand votre heure sera venue ; et il trouve que vous travaillez si bien à précipiter la crise, qu'il se garde de vous déranger.

A. T.

— Voici quel a été la semaine dernière le mouvement de la caisse d'épargne :

Versements reçus les dimanches 25 et lundi 26 mars, de 1297 déposants, dont 212 nouveaux, 187.047 fr.

Remboursements effectués la semaine dernière à 254 déposants, dont 185 soldés, 17.592 fr. 14 c.

Rentes achetées à la demande des déposants pendant la même semaine pour un capital de 5, 162 fr. 85 c.

Le jury de la Seine a condamné, mercredi dernier, M. Proudhon, un des représentants du département, à trois années d'emprisonnement et à trois mille francs d'amende. C'est la plus forte condamnation qu'aucun écrivain ait subie depuis 1830. Les procureurs du roi de la branche aînée et de la branche cadette n'étaient que des agneaux en comparaison de ceux de M. Bonaparte. Jamais la presse n'a été traquée et persécutée sous la monarchie comme elle l'est sous la République. MM. Hébert et Marchangy sont décidément distancés par M. Odilon Barrot, le farouche libéral de 1831.

LE BLANC DE ZINC DE M. LECLAIRE. — ABOLITION DES INDUSTRIES HOMICIDES.

Les lois qui régissent l'industrie moderne sont des lois inhumaines. Elles ont permis longtemps à la concurrence anarchique d'assassiner l'enfant par un travail de seize heures dans les manufactures. Avant que Jean-Baptiste Say, le digne émule de Malthus, eût écrit que la société

ne devait rien à ses membres, la coutume industrielle avait consacré la formule barbare. Il y a en France, comme en Angleterre et partout, des industries homicides qui condamnent impitoyablement à mourir, en un temps donné, le malheureux qui est réduit par la misère à exercer ces industries pour vivre. La conscience de nos législateurs ne se révolte pas contre cet étrange mépris que fait la loi de la vie de l'homme et des droits du citoyen.

Au nombre de ces industries homicides figure en première ligne la fabrication du blanc de plomb, vulgairement appelé la céruse. Le blanc de plomb est la base de toutes les couleurs blanches employées en peinture. C'est aussi un poison qui ne pardonne pas aux malheureux qui le préparent, et qui engendre l'atroce mal qu'on appelle la colique de plomb. Mais du moment que la peinture servait à décorer les appartements du riche et à augmenter ses jouissances, il n'est venu à personne l'idée de demander la suppression de l'industrie criminelle, au nom de l'humanité. C'est un impardonnable oubli de nos révolutions populaires.

Toutefois, l'administration de la charité publique a fait preuve d'une sollicitude toute spéciale pour les souffrances du condamné à la céruse et pour les intérêts du manufacturier qui l'emploie.

Elle accorde à tout fabricant de céruse le privilège de faire admettre tous ses employés à l'hospice, sans sommation préalable et sur un simple avis écrit de sa main.

Ce fabricant de céruse est tout bonnement, sans qu'il s'en doute, un empoisonneur patenté à l'industrie duquel la charité publique décerne une prime d'encouragement.

Tout le monde, heureusement, ne comprend pas la loi de la solidarité humaine comme nos législateurs et nos modernes philanthropes, et nous avons le devoir de mentionner d'honorables exceptions à la règle générale.

Nous avons assisté, mercredi soir, à la distribution annuelle des prix de la société pour l'encouragement de l'industrie nationale, et parmi les noms des inventeurs ou perfectionneurs récompensés de la médaille d'or, nous avons entendu prononcer avec plaisir celui de M. Leclaire, entrepreneur de peinture, que nos lecteurs ont déjà vu figurer dans ce recueil.

M. Leclaire, d'après le rapport de M. Chevalier, serait enfin parvenu, après de longs travaux et de longues recherches, à trouver un blanc de zinc qui remplace avec avantage le blanc de céruse dans tous ses emplois artistiques et industriels. Peintres décorateurs, peintres en bâtiments, peintres d'histoire seraient d'accord sur les mérites et la solidité du blanc de zinc; dès lors l'industrie homicide de la fabrication du blanc de céruse n'aurait plus de raison d'exister.

Nous nous associons avec empressement aux éloges décernés à l'inventeur du blanc de zinc par la chimie et par la société d'encouragement, et nous souhaitons à la nouvelle industrie toute espèce de prospérité. Mais il ne nous suffit pas qu'on récompense M. Leclaire comme auteur d'une découverte utile; nous demandons en même temps la suppression de la patente d'empoisonneurs pour les fabricants de céruse.

A. T.

Il faut en convenir, si notre ouvrier libre n'appartient à personne, rien aussi ne lui appartient : esclave, il avait le droit de vivre; libre, il n'en a plus la possibilité.

C'est-à-dire qu'il est libre de chercher du travail, du pain, que chacun est libre de lui refuser; et il ne faut que trois jours, sans pain et sans abri, dans nos climats, pour tuer un homme. Personne ne meurt de faim, s'écrient nos philanthropes de cabinet. — Vous vous trompez, il en meurt beaucoup qui ne viennent pas vous le dire; mais savez-vous combien succombent dans trois semaines,

dans trois mois, dans trois ans, d'une longue suite de misère sans intermittence?

JOBARD (de Bruxelles.)

SEMAINE PARLEMENTAIRE.

L'Assemblée a réglé ses travaux de manière à consacrer quatre jours de la semaine à la discussion du budget, et les deux autres séances à la discussion des projets à l'ordre du jour.

Samedi, 24 mars, vote absurdissement contre le droit de réunion. Reprise de la discussion du budget des travaux publics. M. Lacrosse continue à repousser, avec le même insuccès, toutes les économies proposées par la commission, et que la majorité impitoyable semble adopter chaque fois avec un nouveau plaisir.

Lundi, continuation du même système. Les économies portent cette fois sur la navigation intérieure, les ports maritimes, les canaux; la Garonne, le Rhône, la Saône et la Seine, cherchent vainement à apitoyer la commission en faveur de leurs ondes. Le rapporteur Stourm a le cœur cadennassé à l'endroit des dépenses. Il terrasse à lui seul, comme le chanoine Fabri, et Richier, et Rivet, et Dufournel, et Senard. L'Assemblée a promis des économies à la nation, qu'elle tienne ses promesses; l' inexorable rapporteur ne sort pas de son principe. Vous nous accusez de désorganiser tous les services et de réduire à la misère une foule de sinécristes; tant pis pour les sinécristes; l'intérêt du contribuable avant tout. Notre œuvre de démolition forcera désormais M. le ministre des finances à se réveiller de sa léthargie et à nous proposer quelque plan de réformes financières. Ainsi raisonne la commission et nous l'approuvons fort, et nous l'engageons vivement à mener à bonne fin son œuvre. Supprimez-vous 150 millions sur la guerre, 60 millions sur la marine, de manière que les routiniers qui se retranchent depuis cinquante ans dans ces deux forteresses de la concussion et de la rapine, soient forcés de capituler par la faim. Réduction! réduction! puisque la réduction impitoyable est l'unique moyen de forcer la réforme.

Mardi, c'était le tour des chemins de fer. Cette fois, M. Stourm rencontre un valeureux adversaire dans la personne de M. Napoléon Daru. Les juifs sont plus intéressés dans les chemins de fer que dans la navigation fluviale et les ports; les chemins de fer ne se laisseront pas démolir sans protester, comme ces misérables fleuves. Donc le combat a été acharné entre le champion de la dépense, M. Daru, et le champion de l'économie, M. Stourm, et l'Assemblée s'est séparée indécise de son vote définitif qu'elle a renvoyé au lendemain.

Parmi les arguments les plus puissants invoqués par M. Napoléon Daru en faveur de la continuation des travaux et du maintien des dépenses est celui-ci : Ajourner l'achèvement des lignes commencées, c'est favoriser le monopole des lignes achevées; c'est favoriser une contrée aux dépens des contribuables d'une autre contrée.

Cela est vrai; mais il est fâcheux que M. Daru n'ait pas fait valoir les considérations de cet ordre quand il s'agissait de rendre à l'Etat l'exploitation des chemins de fer qu'il n'avait pas droit d'aliéner.

On invoque le danger de renvoyer des chantiers des chemins de fer des masses de travailleurs qui vont refluer dans les villes et fournir des recrues à l'émeute. C'est très bien; mais quand la commission du Luxembourg proposait la reprise des chemins de fer et la création de vastes ateliers nationaux pour achever les lignes de Lyon à Paris, de Tours à Nantes, de Tours à Bordeaux, M. Daru et les siens criaient à la spoliation et à l'utopie.

Voici qui doit déterminer le vote de la majorité.

Toutes les avances qu'on peut faire aujourd'hui aux chemins de fer sont autant de primes offertes à l'agiotage. Or, l'Assemblée nationale ne peut pas s'associer à des manœuvres d'agiotage, en encourageant plus longtemps un système de concessions qui a largement contribué, du reste, à précipiter la France dans la crise qu'elle subit. Supprimez d'abord le système d'exploitation par les juifs, et l'on verra après.

Mercredi, la discussion du budget des travaux publics est interrompue par la lecture des dépêches de Turin. Les Autrichiens sont vainqueurs; l'armée piémontaise est en pleine retraite; Charles-Albert a abdiqué. L'Assemblée écoute, sans trop d'émotion, ces nouvelles désastreuses et reprend la discussion du budget. Les réductions proposées par la commission, pour la plupart des chemins de fer, sont adoptées. Chartres, Tours, Bordeaux, Clermont, Limoges, sont immolés. Lyon à Avignon est abandonné. On vote l'ensemble du budget des travaux publics. L'Assemblée décide enfin que chaque ministre sera tenu d'ordonner les dépenses de son ministère, conformément aux chiffres adoptés et à dater du jour où les dépenses auront été spécialement votées.

Jeudi, vote du budget de l'agriculture et du commerce. La commission voulait appliquer son système de réduction aux écoles d'agriculture et aux établissements de Sèvres et des Gobelins; mais la majorité, pour cette fois seulement, a repoussé les économies proposées. M. Buffet, ministre de l'agriculture, a continué, du reste, de garder pour lui seul les plans de réformes agricoles et commerciales qu'il doit avoir conçus pour compléter sa ressemblance avec Sully et Colbert, ses émules. De mémoire d'ancien député et de représentant du peuple, on ne se rappelle pas avoir eu un ministre de l'agriculture moins ouvert que ce M. Buffet.

Mais l'intérêt de la séance n'est pas à la question agricole. On attendait les interpellations de M. Jules Favre sur la question italienne. Les nouvelles désastreuses lues avec tant de sang-froid à la tribune par M. Barrot et acceptées avec tant de joie par les boursicotiers ont rallumé quelques étincelles de patriotisme dans le cœur de nos représentants. On sait qu'une discussion énergique et animée, à laquelle M. Drouyn de Lhuys a pris part, a eu lieu dans le comité des affaires étrangères, et qu'à la suite de cette discussion, une proposition a été rédigée par MM. Bixio, Gustave de Beaumont et Jules Favre. Cette proposition, qui doit être soumise d'urgence à l'Assemblée, est ainsi conçue :

« L'Assemblée nationale, jalouse d'assurer la conservation des deux plus grands intérêts qui lui sont confiés, la dignité de la France et le maintien de la paix fondé sur le respect des nationalités;

» S'associant au langage tenu dans la séance du 28 par M. le président du conseil des ministres; confiant, d'ailleurs, dans le gouvernement du président de la République;

» Déclare que si, pour mieux garantir l'intégrité du territoire piémontais et mieux sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France, le pouvoir exécutif croyait devoir appuyer les négociations par l'occupation partielle et temporaire d'un point quelconque de la haute Italie, il trouverait dans l'Assemblée nationale le plus sincère et le plus entier concours. »

L'Assemblée, sur la prière de M. le ministre des affaires étrangères, renvoie les interpellations de M. Jules Favre à la séance suivante.

Vendredi, séance des interpellations. M. Bixio prononce en faveur de sa proposition un discours peu écouté. M. Clément Thomas, M. Billaut, M. Ledru-Rollin, M. Jules Favre, tentent vainement de ressusciter le sentiment de l'honneur national et de la solidarité républicaine mort dans l'esprit d'une majorité ouvertement contre-révolutionnaire. Toutes les sympathies de l'Assemblée sont pour l'Autriche victorieuse

de la république italienne. M. le ministre des affaires étrangères apporte à la tribune de nouvelles dépêches annonçant qu'un armistice a été conclu entre le nouveau roi de Sardaigne et le maréchal Radetski. En vertu de cet armistice, les troupes autrichiennes s'arrêtent dans leur marche triomphale. Jusqu'à la conclusion de la paix, un corps d'armée autrichien occupera la rive gauche de la Sésia; la place d'Alexandrie recevra garnison autrichienne; le Piémont paiera 20 millions, d'autres disent 54 millions, pour les frais de la guerre. Et la majorité d'applaudir à la modération et à la générosité du vainqueur. L'Assemblée, néanmoins, rejette, à une faible majorité, l'ordre du jour proposé par M. le général Baraguay-d'Hilliers. La discussion est continuée à la séance suivante, dans laquelle M. Thiers doit prendre la parole.

NOUVELLES EXTERIEURES.

La première rencontre des armées italiennes et autrichiennes a été funeste à la cause de la liberté. L'absolutisme a vaincu, Radetsky a poussé sous les murs de Turin ses troupes victorieuses. L'Italie est perdue, si son désespoir ne la sauve, car l'intervention de la France et de l'Angleterre ne peut être favorable qu'aux intérêts de l'Autriche. L'Angleterre veut le maintien des traités de 1815; la France, son esclave docile, ne demandera pas plus qu'elle. Etre dupe ou victime, c'est là l'unique rôle de la France depuis 1830. M. Barrot n'aura garde de faillir à la politique de l'ex-gouvernement de son choix.

Les Autrichiens à Turin, aux portes de nos frontières! voilà ce que l'Assemblée nationale entendait sans doute par son serment du 24 mai où elle jurait solennellement de secourir l'Italie. Voilà les superbes résultats de la politique de M. le général Cavaignac, l'ami du pape, et de M. Louis Bonaparte, l' élu de six millions de Français. Un même esclave, suivant l'Evangile, ne peut servir deux maîtres. Le gouvernement républicain de France ne pouvait persécuter la liberté à l'intérieur, sans chercher à la faire succomber à l'extérieur. Il a atteint le double but aujourd'hui.

Violente à l'intérieur et lâche à l'extérieur, il n'y a qu'un mot dans toutes les bouches françaises pour caractériser la politique du gouvernement actuel, deuxième édition du système de l'aplatissement continu. Que la responsabilité des malheurs de la France et de l'Italie retombe sur les coupables!

Tout le mystère du grand complot de mai s'explique par ces deux phrases : la première échappée à la terreur de M. Pansse, la seconde aux confidences intimes d'un juré indiscret :

« M. Pansse, ex-directeur de la police au ministère de l'intérieur, dépose :

Blanqui est l'homme le plus dangereux du pays. D. Sur quels faits authentiques s'appuie votre accusation ?

R. Mon accusation ne s'appuie sur aucun fait authentique, mais Blanqui n'en est pas moins le citoyen le plus dangereux du pays...

Le juré : Eh ! sans doute qu'ils sont innocents, et nous les acquitterions tous, si nous étions certains qu'ils ne recommenceraient pas. »

Oh ! le noble mobile de justice que la peur, qui ferait condamner l'innocent en prévision de sa culpabilité future !

Un journal qui s'est rarement trompé depuis deux ans sur les hommes et les choses, la *Presse*, établit entre M. Hébert, le mauvais génie du ministère Guizot et M. Léon Faucher, le mauvais

génie du ministère Barrot, un rapprochement dont la justesse nous a particulièrement frappé :

« Pour que M. Barrot ait commis cette faute, dit le journal conservateur, il faut qu'il y ait été entraîné. Il est arrivé à M. Barrot ce qui est arrivé à M. Guizot. C'est M. Hébert qui, par cette *aigreur de caractère* qu'on prend souvent pour de la *fermeté*, poussa dans une voie funeste le cabinet du 29 octobre; nous ne serions pas étonnés que ce fût M. Léon Faucher qui ait entraîné dans la même voie le cabinet du 20 décembre. M. Faucher et M. Hébert ont plus d'un rapport commun; même aigreur de caractère, même sécheresse de langage, même confiance en soi-même, même suffisance, même attitude, même conformation physique, grêle et anguleuse, même tendance, enfin, à porter les situations à l'extrême. »

Ajoutons que c'est M. Hébert que l'opinion publique accusa, dans le temps, d'avoir dressé l'échafaud de Buzançais, et que c'est M. Léon Faucher que l'opinion publique d'aujourd'hui accuse plus particulièrement d'avoir relevé l'échafaud politique, au mépris de la loi et de la révolution.

EQUILIBRE DE POPULATION.

(Suite (1).

II

LES ADVERSAIRES DE MALTHUS, M. SISMONDI ET AUTRES.

Nous avons vu Malthus attribuer tous les maux de l'espèce humaine aux lois de la nature, à cette attraction irrésistible qu'un sexe exerce sur l'autre, justifier, en quelque sorte, toutes les iniquités sociales; nous l'avons entendu condamner la bienfaisance, proclamer la nécessité de la misère et du vice, invoquer la contrainte morale, sur laquelle il ne compte guère, conseiller, presque imposer aux pauvres la chasteté et le célibat, tandis qu'il rassurait les riches sur leurs privilèges et les débarrassait de tout remords dans l'usage et même dans l'abus du superflu de leurs richesses, etc., etc.

Contre ces principes de Malthus, M. de Sismondi a protesté de toute l'énergie de son cœur et de sa raison. M. de Sismondi ne veut point imposer aux pauvres la contrainte morale, c'est-à-dire la chasteté et le célibat; il ne veut point violer les lois de la nature. Il admet, au contraire, le droit d'amour pour tous les humains; mais il conseille la prudence dans le mariage, mais il invite tout père de famille à proportionner à son revenu le nombre de ses enfants.

L'expérience constate que les classes les plus pauvres sont les plus prolifiques, parce qu'elles ne sont ni assez éclairées, ni assez morales pour être prévoyantes, parce que l'amour est leur seule consolation, parce que cet amour se réduit pour elles aux plaisirs des sens et qu'elles s'y livrent sans soucis comme sans remords, sans crainte d'aggraver leur condition, qui ne saurait empirer. Les classes aisées, au contraire, regardent une famille trop nombreuse comme une calamité et s'abstiennent de procréer outre mesure. Celui qui ne possède rien au monde se dit : Mes enfants ne sauraient être plus malheureux que moi; mais celui qui est dans l'aisance tient à assurer à ses enfants une position au moins égale à la sienne, redoute de voir s'accroître ses charges, puis de tomber dans la gêne et dans la pauvreté.

Il faut donc appeler à l'aisance les classes pauvres, si l'on veut les rendre prévoyantes; il faut améliorer leur sort, si l'on veut prévenir une exubérance de population. La misère engendre fatalement la misère. Si l'on se contente de laisser le vice et la famine moissonner les malheureux, on ne fait que donner une nouvelle énergie au principe du paupérisme, qu'augmenter le mal au lieu d'y remédier; on tourne dans un cercle vicieux, on défonce le tonneau des Danaïdes.

Pour améliorer le sort des malheureux, pour ap-

(1) Voir les numéros des 11, 18 et 25 février, 4, 11, 25 mars.

peler à l'aisance les classes pauvres, il faut modifier les institutions sociales, les institutions économiques, introduire l'ordre dans la production, la justice dans la répartition des richesses, transformer le régime industriel, remplacer le salariat par le principe d'association, supprimer la concurrence ou guerre industrielle, faire travailler les machines au profit de tous les hommes associés, il faut instaurer un ordre nouveau, une nouvelle politique et une nouvelle économie sociale.

Tels sont les principes développés par M. Sismondi. On voit qu'il est avec Godwin contre Malthus.

Le mal, disent d'autres théoriciens, ne provient point aujourd'hui de ce que la population surabonde, mais de ce qu'elle est mal distribuée. S'il y a encombrement dans les villes et dans les centres d'industrie, il est des contrées qui manquent de bras et de capitaux, qui sont peuplées à peine, où la terre est en friche, où il faudrait appeler les hommes dont regorgent les cités. L'homme est l'agent le plus énergique de production, car il est doué de force et d'intelligence. Se plaindre d'un excédant de population dans un pays où le sol est mal cultivé, où la cinquième partie du territoire n'a jamais été retournée par la bêche ou par la charrue, où l'on pourrait décupler la richesse territoriale, c'est se plaindre d'avoir sous la main de quoi changer la face du monde, de quoi augmenter prodigieusement le revenu national, de quoi multiplier indéfiniment les subsistances, les produits agricoles et les produits manufacturés, de quoi créer pour tous l'abondance de toutes choses.

Quand bien même il serait vrai que la population fût soumise à la progression géométrique de Malthus, les calamités dont il nous menace ne seraient à craindre que lorsque la terre serait partout cultivée comme un jardin et aurait été poussée au maximum de fertilité. Jusque-là, c'est-à-dire pendant des siècles encore, l'accroissement de la population pourra devenir une cause puissante de prospérité, si l'on sait tirer parti de tous les bras et de toutes les intelligences. Le cultivateur ne redoute point un excédant de bestiaux, le planteur des Antilles la surabondance d'esclaves. Pourquoi douterait-on un excédant de travailleurs? Est-ce qu'un homme ne vaut pas un mouton, un bœuf, un cheval, même comme simple instrument ou bête de somme? Est-ce que le travailleur libre ne vaut pas l'esclave? Si l'ouvrier ne produisait pas plus qu'il ne consomme, qui donc voudrait employer des salariés?

Le problème de la population, cet épouvantail de l'école malthusienne, quand on voudra s'en occuper sérieusement, sera donc toujours facile à résoudre, au moins pendant mille ans encore, soit par la colonisation intérieure, soit par la fondation de colonies dans les pays inhabités, soit par le perfectionnement de l'agriculture.

Il y a toute une école de philosophes et de publicistes qui nient ou qui repoussent la solidarité humaine, qui font de l'individualisme le principe fondamental de la société, qui veulent que chacun réponde de soi et pour soi, se suffise à lui-même, pourvoie à son existence et à celle de ses enfants. Selon eux, la pauvreté doit être imputée au malheureux comme un crime, et il en doit subir les conséquences. S'il ne trouve pas à gagner sa vie, c'est sa faute; il faut l'abandonner à ses propres ressources, à sa propre impuissance, à la misère, à la famine, à la mort. Le châtimement servira de leçon à ses semblables. Chacun chez soi, chacun pour soi.

Aux yeux de ces profonds politiques, la prudence dans le mariage conseillée par M. de Sismondi paraîtra suffire, à la rigueur, pour conjurer tout excédant de population, d'autant plus que la misère et le vice, au besoin, pourront intervenir comme sanction suprême pour moissonner ceux qui seraient de trop ici-bas. A leur sens, on peut donc

s'en remettre à la prévoyance individuelle, sauf à laisser les époux oublieux expier durement l'enivrement de leur amour, sauf à laisser périr l'enfant qui sera né d'une caresse imprudente.

Mais il est des esprits qu'une pareille justice ne satisfera jamais, qui ne pourront consentir à condamner un être à mort par cela seul qu'il a été créé et mis au monde, fut-ce même par négligence et mal à propos. Pour ces esprits difficiles, et nous sommes de ceux-là, la prudence dans le mariage ne saurait être une solution satisfaisante.

Sans croire à la progression géométrique, au fantôme de Malthus, on peut reconnaître que la population, bien que croissant avec lenteur, tend néanmoins à augmenter indéfiniment de plus en plus, et que, dès-lors, un temps viendra à la longue, dans des milliers d'années, si l'on veut, où tout le globe sera habité, poussé au dernier degré de culture possible, où, par conséquent, la colonisation intérieure et l'émigration, ces deux remèdes temporaires et nécessairement transitoire, ne pourront plus absorber l'excédant de la population nouvelle. D'un autre côté, si l'on admet que tout enfant naissant à la vie a droit à l'existence, droit au soleil et aux fruits de la terre, aux mêmes titres que ceux qui l'ont précédé, à la seule condition de mettre au service de ses frères sa bonne volonté, sa force et son intelligence, il est évident qu'il faut chercher une solution théorique du problème autre que la circonspection des époux, que la colonisation intérieure et extérieure; il est évident qu'il faut trouver un remède d'une valeur absolue, qui réponde complètement aux exigences de la raison pure, abstraction faite des lieux et des temps.

Dans cette voie, nous pouvons chercher encore: Les théoriciens ne nous feront pas défaut. Nous trouverons des hommes qui ont abordé de front le problème et qui prétendent l'avoir résolu, des hommes dont les idées méritent d'être connues: MM. London, Raciborski, Doubleday et Charles Fourier.

F. V.

(La suite prochainement.)

BAINS PUBLICS ET BUANDERIES POUR LES CLASSES PAUVRES.

Le rapport présenté dernièrement à la Société fondatrice de ces établissements dans les districts nord-ouest de Londres, prouve que les classes pauvres et travailleuses savent apprécier les avantages qu'elles peuvent en tirer. Ainsi, dans les deux établissements de Georges-Street et d'Euston-Square, pendant l'année 1848, il a été servi 111,788 bains; le nombre des personnes qui y sont venues lessiver, sécher et repasser du linge, s'élève à 61,690; celui des objets blanchis à 2,220,840, et celui des personnes à qui appartenaient ces différents objets à 246,760.

Le total des recettes pour l'année a été de 2,315 livres 15 schellings 9 deniers (57,894 fr. 65 c.). Les frais, y compris le remboursement d'un emprunt de 500 livres (12,500 fr.), ont laissé pour balance 3 liv. 1 sch. 76 fr. 25 c.). Les emprunts et obligations à rembourser ne sont plus que de 276 liv. (6,400 fr.). On s'occupe actuellement de construire un bâtiment plus vaste où l'on pourra admettre 5,000 personnes par semaine; la reine, le prince Albert, la reine douairière, le duc de Bedford, l'archevêque de Cantorbéry, ont souscrit pour plus de 1,000 livres (25,000 fr.)

(Spirit of the age.)

LES OUVRIERS DE PARIS.

L'ÉBÉNISTE.

I. Coup d'œil général sur la profession.

Lorsqu'on entre dans un appartement, la vue est d'abord charmée par les meubles qui, en sont l'ornement principal.

C'est qu'en effet, au milieu des admirables produits créés par l'industrie parisienne, on doit assurément distinguer l'ébénisterie.

Qui ne s'est arrêté dans le faubourg Saint-Antoine pour regarder les armoires, les secrétaires, les fauteuils qui sont à l'étalage des marchands? Le noyer, l'acajou, le palissandre, l'ébène ont subi des transformations merveilleuses, et ces bois sculptés avec goût, sont si bien vernis qu'ils ont l'apparence de glaces de couleur parfaitement polies.

Cependant, l'ébénisterie a beaucoup décliné au point de vue de l'art, et bien que cette profession soit encore une des plus difficiles à apprendre, en raison des soins et du goût qu'elle réclame, il paraîtrait que le dix-neuvième siècle n'a rien produit de comparable à l'œuvre du célèbre Boulle. On sait que Louis XIV lui avait donné le titre d'architecte et un logement au Louvre. Cet artiste est néanmoins mort très pauvre à l'âge de quatre-vingt-dix ans, après avoir eu la douleur de voir un incendie dévorer une collection de dessins précieux qu'il avait péniblement amassés pendant sa longue existence.

Depuis la mort de Boulle, c'est-à-dire depuis 1732, l'ébénisterie a subi une décadence artistique dont tous les ébénistes conviennent. Le mauvais style gréco-romain qui a dominé sous le régime impérial continue maintenant de présider à la forme des meubles modernes.

L'ébénisterie a beaucoup de rapports avec la menuiserie; mais cette dernière profession devant être pour nous l'objet d'une étude spéciale, nous ne nous occuperons, quant à présent, que de la fabrication des meubles proprement dite.

Sous l'empire, la guerre décimant continuellement des milliers d'hommes, les ouvriers qui avaient le bonheur de rester à Paris étaient assez bien rétribués; c'est pourquoi les ébénistes gagnaient de fortes journées à cette époque. Ce que nous disons quant à eux, peut être également affirmé pour les autres professions. Mais, à partir de 1815, le salaire des ébénistes a subi une décroissance continue dont nous allons essayer de faire connaître les causes.

Les ébénistes peuvent être divisés en deux classes: 1^o les ouvriers de la ville; 2^o ceux du faubourg Saint-Antoine.

Les fabricants ou patrons de la ville, ne travaillant en général que pour la pratique bourgeoise, exigent que leurs meubles soient solides et élégants. Les ouvriers qu'ils occupent gagnent de trois à quatre francs par jour. Comparativement à ceux du faubourg, leur nombre est très restreint, et ils ne comptent guère que pour un dixième sur la totalité des ébénistes de Paris.

Parlons maintenant de ceux du faubourg Saint-Antoine, centre réel de l'ébénisterie.

II. Allemands et Parisiens.

Vers les deux dernières années de la restauration, les commandes venant à manquer, la concurrence grandit tellement que le prix des meubles subit une diminution sensible. Les magasins étaient encombrés et les marchands, forcés de réaliser, vendirent à tout prix.

Après la révolution de juillet, le nombre déjà très élevé des ébénistes s'accrut encore, et cela par une circonstance fatale: l'émigration allemande. En 1831 et 1832, il y avait peu d'Allemands à Paris; mais la misère qui régnait dans quelques parties de l'Allemagne amena considérablement d'émigrants en France.

La plupart des Allemands venus à Paris ne pouvaient trouver moyen d'y arriver qu'en demandant l'aumône le long de la route. Quelques-uns entraient chez des tonneliers ou des menuisiers de province et y apprenaient le maniement des outils et la manière de couper le bois. Étant à Paris, et connaissant à peine le métier d'ébéniste, ils travaillèrent à bas prix, se trouvant encore plus heureux que dans leur pays.

D'autres s'étaient mariés et entreprirent de l'ouvrage à façon. Le courage et la force physique suppléaient chez eux à ce qui leur manquait en habileté et en adresse. Leurs journées furent effectivement plus productives; ils écrivirent donc à leurs parents, à leurs amis, et en firent venir une grande quantité. Devenus patrons à leur tour, ils spéculèrent sur la pauvreté de leurs compatriotes comme on avait spéculé sur la leur.

Ces nouveaux apprentis étaient souvent engagés pour la nourriture seulement, et cela pendant un temps assez long. Leur gain ne s'élevait ensuite qu'à 75 c. ou 1 fr. par jour. Les meubles qu'ils confectionnaient étaient mal faits, sans contredit,

mais les patrons les abandonnaient à un taux si modique, qu'ils en trouvaient toujours la vente. Le marchand s'en débarrassait et l'acheteur seul était trompé.

On doit penser qu'avec de semblables procédés la concurrence était facile contre les patrons français qui éprouvaient une certaine répugnance à agir de cette manière et qui maintenaient leurs prix autant que possible.

Le mal s'aggrava encore pour cette malheureuse industrie.

Au bout de trois ou quatre ans, les Allemands, ayant terminé leur apprentissage, se répandirent dans les ateliers et firent une concurrence terrible aux ouvriers français. Les ébénistes supportèrent une nouvelle baisse dans leur salaire; et une profession demandant beaucoup de soins et d'intelligence est devenue ce qu'elle est aujourd'hui; elle ne peut faire vivre ceux qui l'exercent. N'est-il pas malheureux de voir la pauvreté d'une nation refaillir sur une autre et n'aboutir qu'à une augmentation de souffrances mutuelles?

En entrant dans un atelier d'ébénistes, on peut aisément distinguer s'il est composé de Français ou d'Allemands. Les premiers sont vifs, bruyants; les seconds sont taciturnes et rêveurs et d'une constance toute particulière dans leur travail; ils ne reprennent un peu de gaieté que lorsque la journée est finie et qu'ils se retrouvent ensemble.

Le dimanche, les Allemands mangent des mets de leur pays, chantent en chœur, et si l'un d'eux sait jouer du violon ou de la flûte, ils se livrent avec ardeur au plaisir de la valse. Le lendemain, ils recouvrent leur gravité habituelle. Les Allemands sont protestants, pour la plupart, et observateurs rigoureux des usages de leur croyance.

Cette différence de caractère entre les Français et les Allemands, la triste situation que ceux-ci ont faite à l'ébénisterie, à entretenir pendant longtemps une hostilité qui, il y a quelques années, se traduisait fréquemment par des voies de fait. C'était à ce point que, pour éviter des scènes désagréables, les patrons avaient pris la résolution de n'admettre exclusivement dans leurs ateliers que des ouvriers de l'une ou de l'autre nation.

Une circonstance qui aurait dû augmenter l'irritation dont nous venons de parler, la calma, au contraire. En 1839, des ouvriers français allèrent dans les endroits où les Allemands se réunissaient d'habitude, dans leurs garnis même, et les maltraitèrent rudement. Ce fut presque une émeute dans le faubourg Saint-Antoine, et l'autorité s'en mêla; quelques charges de cavalerie eurent lieu contre les rassemblements produits par ces scènes de violence. Les ouvriers français, honteux de leurs propres excès et blâmés par leurs camarades qui ne voulaient point en accepter la responsabilité, renoncèrent pour toujours à des luttes qui pouvaient être nuisibles à tous.

Depuis cette époque, Allemands et Français vivent en assez bonne intelligence, et rien de semblable à ce que nous venons de raconter ne s'est reproduit.

III. Salaire. — Trêve.

Les ébénistes travaillent presque tous aux pièces. Avant la révolution de février, leur salaire, terme moyen, ne s'élevait pas à plus de 2 fr. 50 c. par jour; aujourd'hui, il est descendu à 2 fr. La journée des ébénistes dure seize et quelquefois dix-huit heures.

Nous venons de voir qu'après l'émigration allemande, le travail à façon a été l'une des causes actives de cette décroissance de salaire. A ce sujet, nous dirons, en passant, que dans les industries où le travail à façon n'a jamais été établi, les salaires se sont beaucoup mieux maintenus; les ouvriers à la journée ne se faisant pas concurrence, consentent difficilement à des diminutions.

Les ouvriers du faubourg Saint-Antoine ont tous une spécialité, soit de ne faire que des armoires ou des fauteuils, etc. Nous trouvons, dans un travail publié récemment par M. Agricola Perdiguer, représentant du peuple (1), plusieurs tableaux comparatifs des prix payés aux ébénistes à diverses époques. Ces tableaux sont dressés par les patrons eux-mêmes, et leur exactitude ne peut être contestée.

(1) Voir la *Révolution démocratique et sociale* du 11 février 1849.

Nous copions textuellement :

Meubles en acajou, prix de façon de 1834 1847-48 :

La paire de meubles à cadre (se- crétaire et commode)	F. 150	F. 85
Lit	40	23
Armoire à glace	90	50
Dito à porte plane	90	45
Commode à écrire	65	45
Table de nuit	20	10

Relevé sur mes livres. — THIBEAU, rue du faubourg Saint-Antoine, 58.

Voici un autre tableau :

Meubles en acajou, prix de façon de 1833 1847-48 :

Toilette anglaise, chapeau rap- porté, 4 pieds tournés	F. 14	F. 6
Autre toilette, pieds carrés	14	5
Table servante	6	3
Bidet à dos	10	6
Dito carré	6	3
Chaise de nuit	8	4
Lit à modillons	65	40
Armoire à glace	90	50
Commode ordinaire	40	28
Secrétaire à cadre	65	45
Table de jeu à simples coulisses	16	12
Table de jeu à doubles coulisses	18	14
Table de jeu tournante	22	16
Etagère de salon	70	55
Toilette-commode, la première qui fut faite chez moi par Agricol Perdiguier, en 1835	70	28

« Les prix de façon ci-dessus sont ceux que j'ai payés, ceux que je paie encore, pour la plupart ; mes livres de compte en font foi. Et je puis attester que plus le salaire des ouvriers a baissé, plus mes bénéfices ont baissé aussi et d'une manière encore plus extraordinaire. »

Joué, fabricant d'ébénisterie, rue du faubourg Saint-Antoine, 123.

Le dernier tableau que nous allons citer est plus saisissant encore :

Fauteuils et Chaises.

Prix de façon en 1844 1847-48 :

Fauteuils Pompadour	15 f.	8 f.
Dito Louis XV	15	7
Dito confortable	16	7
Dito hôte	19	9
Dito à cœur	12	5
Chaise Pompadour	12	4
Dito Louis XV	10	4
Dito à cœur	8	3
Canapé tête à tête	28	12-15

BRUANT, fabricant de chaises et fauteuils, rue Traversière-St-Antoine, 23.

Ce salaire, tout faible qu'il soit, n'est pas toujours exactement donné. Les ouvriers du faubourg attendent leur paie le dimanche jusqu'à quatre ou cinq heures du soir, et fréquemment, s'ils ont gagné quatorze ou quinze francs, on ne leur en donne que cinq. L'ouvrier, qui compte sur sa paie entière pour solder les dettes qu'il a contractées dans le cours de la semaine, se trouve alors dans une situation terrible.

Le motif de cette irrégularité de paiement est que les patrons sont presque aussi pauvres que ceux qu'ils occupent. Souvent ils n'ont pu vendre les meubles qu'ils ont fait fabriquer ou les ont vendus au-dessous du prix de revient, ce qui les force à ne donner que des à-compte à leurs ouvriers.

Il y a, certes, des exceptions à ce que nous venons de dire, et plusieurs maisons du faubourg sont dans des conditions plus favorables ; mais un assez grand nombre de patrons ébénistes sont contraints d'agir ainsi que nous venons de l'indiquer.

Une partie des ébénistes mariés travaillent aussi chez eux, et bien qu'ils n'aient pas d'ouvriers, ils fabriquent néanmoins des meubles à leur compte. Lorsqu'ils en ont terminé un, le mari prend des crochets de commissionnaire et va d'abord l'offrir aux marchands du faubourg ; s'il n'a pu le leur vendre, il vient ensuite dans l'intérieur de Paris, et principalement rue de Cléry ou au Temple ; fatigué de courir depuis le matin, craignant de ne pas se débarrasser du secrétaire ou de la commode qu'il a sur les épaules, il l'abandonne en perdant de sus. Le bois a été acheté à crédit, quinze jours,

trois semaines ont été consacrés à confectionner ce meuble ; comment revenir sans argent ? comment obtenir d'autre bois, si l'on ne paie celui qui a déjà été confié ? comment faire, surtout, pour vivre les jours suivants ?... Parfois, ce sont les femmes qui traînent ainsi des meubles pendant toute une journée. C'est un douloureux spectacle que de les voir porter un fardeau au-dessus de leurs forces, accompagnées par de pauvres petits enfants dont l'aspect navre le cœur.

On nomme cela la *trôle*.

A l'époque des échéances, les fabricants du faubourg emploient aussi la *trôle* pour ne pas manquer à leurs engagements. Moralement, il leur en coûte beaucoup de *trôler* leurs marchandises, et, de plus, la perte est inévitable ; mais il faut céder à des nécessités impérieuses.

On ne peut essayer d'examiner un peu attentivement cette malheureuse industrie sans rencontrer des souffrances à chaque pas.

IV. Chômage. — Statistique. — Association.

Le chômage des ébénistes dure quatre mois ; il a lieu à deux époques de l'année : du 1^{er} janvier au commencement d'avril, et du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre.

Ce chômage est absolu pour les ouvriers médiocres ; ils sont impitoyablement renvoyés dès que les commandes n'arrivent plus. Malheur à l'ébéniste qui manque d'adresse ou d'habileté ! il devra attendre qu'on ait absolument besoin de lui pour obtenir du travail.

Les ébénistes ont tellement conscience des inconvénients de leur profession, qu'ils font rarement d'apprentis. Ce sont des menuisiers qui d'ordinaire deviennent ébénistes. Il semblerait qu'ils ont été séduits à leur insu et que, regrettant d'avoir choisi cet état, ils ne veulent pas que d'autres supportent les douleurs qu'ils endurent.

Les femmes vernissent les meubles et gagnent de 1 fr. 25 c. à 1 fr. 50 c. par jour. Cette partie de l'ébénisterie est très rude, et les femmes ne peuvent même vernir que les meubles en noyer.

En 1847, on comptait à Paris 16,000 ébénistes ; les Allemands y étaient pour un tiers. En 1848, ce chiffre a considérablement diminué, et le chiffre ne s'élève pas aujourd'hui à plus de 6,000 ; les Allemands y sont pour un quart.

Une association d'ouvriers ébénistes s'est formée à Paris depuis le 1^{er} octobre 1848. La commission du travail a encouragé cette association en lui ouvrant un crédit de 75,000 francs. Tout présage que cette entreprise réussira et qu'elle rendra de grands services à la profession en général.

Au point désastreux où cette industrie est arrivée, il y a lieu de croire qu'elle ne peut maintenant que suivre une marche ascendante. On doit le souhaiter, car, nous l'avons dit en commençant, l'ébénisterie est une des gloires industrielles de la France, et il serait honteux de voir se continuer l'état infime auquel cette profession condamne ceux qui l'anoblissent par leur intelligence et leur travail.

PIERRE VINÇARD.

LE TÉLÉGRAPHE IMPRIMEUR. — M. Brett, le célèbre inventeur du télégraphe électrique sous-marin, vient d'arriver à Paris. Des expériences, couronnées des plus brillants succès, ont eu lieu en Angleterre il y a quelques semaines, et ont prouvé la possibilité d'établir, par l'électricité, des communications télégraphiques à travers la mer.

M. Brett a complété son système par une nouvelle invention qui permet d'imprimer les nouvelles de la manière la plus simple.

M. Brett a proposé d'unir l'Amérique avec l'Angleterre par le moyen d'un télégraphe océanique, et il est plus que probable que dans le cours de quelques années, les nouvelles du continent entier de l'Europe pourront, par le moyen de cette extraordinaire invention, être transmises à travers le détroit de Calais à Douvres, et être imprimées instantanément, non-seulement en Angleterre, mais encore à travers l'Océan Atlantique, aux deux extrémités de l'Amérique du Nord et du Sud.

Le télégraphe imprimeur se compose de deux parties : l'une appelée la machine à composer ou communicateur, consiste en un clavier semblable à celui du piano et adapté aux lettres et signes nécessaires. Les lettres et les signes du communicateur correspondent aux caractères du télégraphe-imprimeur de l'autre extrémité de la ligne. De cette manière, un paragraphe de toute longueur

peut être imprimé sur papier aussi vite que le clavier peut être touché. Pour éviter les chances d'erreur et les méprises auxquelles sont sujets les télégraphes à signaux et à cadran, les communications sont imprimées en double aux deux extrémités de la ligne. Une cloche avertit de la réception. Ce télégraphe est bien moins sujet à des dérangements que ceux en usage jusqu'ici.

Il n'y a point de limite pour les facilités qu'offre son application pour la transmission des nouvelles de toute espèce. Tous les résultats de cette machine sont sous le contrôle absolu de la personne qui la met en opération. Ce n'est pas le seul avantage du télégraphe-imprimeur. Il présente de grandes économies, et dans la première construction de la ligne et dans le personnel nécessaire au service. Une simple femme suffit pour cela, tandis qu'il ne faut pas moins de trois à quatre personnes pour le service des télégraphes à cadran.

Tout enfant qui peut épeler est capable de transmettre sans erreur une communication, et de dire quand elle a été reçue à la station.

Les communications, enfin, peuvent être faites en tout temps, en toute saison, et à tout instant du jour et de la nuit.

EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE

DES THÉORIES DES SOCIALISTES ET DES ÉCONOMISTES.

Le *Travail affranchi* est spécialement consacré à la défense et à la propagation des idées sociales ; mais il n'est l'organe exclusif d'aucun parti, d'aucune secte, d'aucune coterie.

Le socialisme est le drapeau commun autour duquel se rangent aujourd'hui tous les hommes qui comprennent la nécessité des réformes sociales. A rigoureusement parler, tout le monde est plus ou moins socialiste. Mais on désigne principalement du nom de socialistes ceux qui veulent substituer la solidarité à l'insolidarité des intérêts, le principe d'association au principe d'antagonisme, l'ordre industriel au désordre, l'organisation à l'anarchie.

Tous les socialistes sont animés des mêmes sentiments ; tous s'accordent sur le but à atteindre ; mais ils diffèrent sur les moyens. La diversité des moyens est précisément ce qui caractérise les écoles différentes.

Nous voulons exposer sommairement et juger avec impartialité les doctrines de tous les écrivains qui ont conquis une réputation, soit en socialisme, soit en économie politique. Nous discuterons loyalement les principes et les moyens proposés par chaque auteur ; nous ferons la part de l'erreur et la part de la vérité, selon notre conscience et selon les lumières de notre raison ; nous motiverons toujours notre avis, et nous laisserons au lecteur le soin de se former une conviction raisonnée, de prononcer en dernier ressort et en parfaite connaissance de cause.

L'article qu'on va lire est consacré à l'examen des doctrines de M. Proudhon. Il était écrit depuis longtemps, et l'auteur, en apprenant l'arrêt de la cour d'assises qui condamne M. Proudhon à trois ans de prison et 3 mille francs d'amende, a cru devoir faire précéder cet article de la lettre suivante :

A M. PROUDHON.

Monsieur,

« Quel éternel chagrin pour moi, vous écrivait M. Blanqui, en 1844, si le procureur du roi, c'est-à-dire l'exécuteur des hautes œuvres en matière intellectuelle, fût venu après moi et comme sur mes brisées attaquer votre livre et tourmenter votre personne ! »

Moins intelligent ou moins bien conseillé que ne le fut M. Vivien, ministre de la justice lors de l'apparition de votre *Mémoire* sur la propriété, le pouvoir que nous a fait la République vous a livré au bras séculier : tous les socialis-

les ressentent le coup qui vient de vous frapper ; tous les hommes de pensée doivent déplorer l'intervention de la force et du châtiment dans un domaine qui devrait leur être absolument interdit.

Je n'aurais pas eu à vous offrir, monsieur, ce témoignage particulier de ma sympathie dans la circonstance présente, si la condamnation qui vous atteint n'avait coïncidé avec le commencement de la publication d'un travail dont vos ouvrages forment l'objet. Or, une discussion libre et sérieuse entre socialistes n'a rien de commun avec les poursuites d'un parquet, la justice des idées rien de commun avec la justice des hommes.

Les rédacteurs du *Travail affranchi* auraient méconnu la supériorité et l'indépendance du domaine intellectuel, ils auraient fait outrage à l'élévation de vos principes, s'ils avaient cru devoir suspendre une publication par des considérations vulgaires. D'autant plus que, si mon travail n'accepte pas, monsieur, toutes vos idées, il est, dans l'intention du moins, un hommage à votre esprit et à votre grand talent.

Salut et fraternité.

GILBERT VILLENEUVE.

EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

Première partie. — Exposition.

Avant d'entrer dans l'examen sérieux des ouvrages et des doctrines de M. Proudhon, il ne me paraît pas inutile de dire quelques mots sur la controverse sociale et sur la manière d'en envisager les conditions.

N'avons-nous pas vu, en effet, il y a peu de temps, à propos d'une discussion un peu vive peut-être, entre deux écrivains socialistes éminents, se manifester l'inquiétude ou la satisfaction, suivant les opinions de ceux qui s'en émurent ? Inquiétude vaine, satisfaction puérile, assurément ; mais signes d'une excessive sensibilité de l'attention publique à l'endroit du socialisme.

Pourtant, tout ce qui vit, discute : la controverse est l'épreuve naturelle des idées dans le domaine spéculatif.

« Tout le mécanisme social, a dit Aug. Comte, repose finalement sur des opinions. » Or, du moment que le système des opinions reçues jusque-là comme conditions de l'équilibre social, ne suffit plus à le maintenir, il faut que des opinions nouvelles se produisent, s'élaborent, puis se systématisent. Dans ce sens, on peut dire que l'intensité de la discussion manifeste le degré d'importance des idées, et la vitalité du système qui la fait naître.

J'avais donc raison d'appeler puérile la satisfaction de ceux qui, méconnaissant l'impuissance de leurs champions, applaudissent follement aux signes de la virilité d'autrui ; j'avais donc raison d'appeler vaine l'inquiétude de ceux qui se méprennent sur le sens et la portée de ces controverses : tout y est profit pour les idées, les individualités seules y peuvent courir quelques risques ; c'est à elles de s'en préserver.

Toutefois, si nous devons avoir peu de souci de procurer à nos adversaires les illusions qui accompagnent les maladies mortelles, l'inquiétude de nos amis part d'une trop noble source pour n'être pas prise en sérieuse considération.

A côté du devoir d'élaborer incessamment les matériaux du progrès social, se place, pour les socialistes, celui d'élever leur controverse dans une région inaccessible aux émotions vulgaires. A ces conditions, je pense que la discussion des idées est, à la fois, la mission des socialistes et la manifestation de leur zèle et de leurs convictions ; à ces conditions, la lumière peut être appelée sur toute conception, sans que jamais le sentiment de la solidarité ait à souffrir, même dans sa plus délicate susceptibilité.

C'est dans cette conviction et cet esprit que ce travail est entrepris. Le rôle que ses écrits et l'initiative de son caractère ont assigné à M. Proudhon dans le mouvement socialiste, m'a paru donner une double utilité à mon dessein. J'estime que cet écrivain est fort peu connu et encore moins apprécié par tous ceux que séduisent ou repoussent le

relief du talent, la saillie du caractère, le cachet d'une puissante individualité. Cependant les idées ne doivent pas être objet d'engouement, mais d'études sévères ; et, d'une influence trop prépondérante, exercée sans contrôle, peuvent résulter des dangers pour une cause qui ne doit point être commise aux hasards de la fortune d'un homme, quel qu'il soit.

La première publication de M. Proudhon eut lieu en 1839, à propos de la *Célébration du Dimanche*, sujet offert par l'Académie de Besançon aux méditations des concurrents. Ce fut, pour l'auteur, un prétexte d'étudier le Mésaïsme, dont il considéra l'institution sabbatique comme le pivot, au point de vue de ses tendances égalitaires, ou plutôt au point de vue des contrepoids que le législateur juif crut devoir opposer à l'invasion de l'inégalité chez son peuple.

M. Proudhon devait nous montrer, plus tard, la dévote Angleterre commençant patout l'œuvre de ses spoliations et de ses brigandages avec ses Bibles et ses missionnaires ; il devait nous faire voir le droit d'aubaine marchant à l'oppression du travail, au monopole des richesses par l'application des maximes juives ; c'est pourquoi je ne m'arrêterai pas sur la bienveillance exclusive avec laquelle il a interprété le Mésaïsme ; tel est d'ailleurs la pente de toute thèse systématique. Il fallait que Moïse conclût comme M. Proudhon ; c'est de ces conclusions, surtout, qu'il m'importe ici de se préoccuper.

Or, dans ce discours, M. Proudhon pose, pour la première fois, les principes dont les développements successifs ont pris place dans l'histoire des idées, puis dans la politique contemporaine.

« La propriété n'a pas encore fait de martyrs ; elle est le dernier des faux dieux. »

Ceci n'était pas encore une déclaration de guerre, mais la manifestation de l'antipathie décisive de l'auteur pour le régime propriétaire. Sous une forme plus calme que celles dont il revêtit depuis sa dialectique passionnée, brille de temps à autre l'éclair contenu des tempêtes prochaines. La protestation contre l'injustice longtemps supportée, le rappel énergique et péremptoire à l'égalité et à la fraternité, la ferme volonté de ne plier devant aucun préjugé, aucune opinion accréditée, caractérisent l'entrée de M. Proudhon dans la publicité.

Il serait inutile d'insister en ce moment sur des idées que nous rencontrerons bientôt, plus fortement discutées, plus nettement formulées ; il suffit, ce me semble, d'avoir reconnu à des signes certains le point de départ de la brillante carrière que je vais essayer d'apprécier.

Qu'est-ce que la propriété ? ou recherches sur les principes du droit et du gouvernement.

« Si j'avais à répondre à la question suivante : *Qu'est-ce que l'esclavage ?* et que l'un seul mot je répondisse, *C'est l'assassinat*, na pensée serait d'abord comprise. Je n'aurais pas besoin d'un long discours pour montrer que le pouvoir d'ôter à l'homme la pensée, la volonté, la personnalité est un pouvoir de vie et de mort, et que faire un homme esclave, c'est l'assassiner. Pourquoi donc à cette autre demande, *Qu'est-ce que la propriété ?* ne puis-je répondre de même, *C'est le vol*, sans avoir la certitude de n'être pas entendu, bien que cette seconde proposition ne soit que la première transformée ? »

Si dans un tournoi du moyen-âge apparaissait tout à coup un chevalier couvert de toutes pièces, la visière baissée, et que, frappant du fer de sa lance l'écu consacré, il menaçât de faire dégénérer une passe d'armes en combat mortel, il devait produire une émotion analogue à celle qui accueillit M. Proudhon. Celui-ci était, en effet, inconnu ; il se présentait avec une devise impacable, empruntée à la terrible loi des XII Tables : *Adversus hostem aterna auctoritas esto (contre l'ennemi la revendication est éternelle)* ; il prononçait pour premières paroles les phrases que je viens de citer, prélude du combat mortel. Ce qu'il y a de certain, c'est que la formule est restée à toujours inséparable de celui qui ne craignit pas de l'écrire.

Il a plu à M. Proudhon de considérer une parole imprudente, exagérée, injuste, comme un événement des plus remarquables ; je ne partage pas cette opinion historique.

Que si la cause unique de toutes les calamités qui ont affligé l'espèce humaine réside dans l'erreur universelle sur le sens de ces mots, *justice, égalité, liberté*, ainsi que l'affirme M. Proudhon, il en résulte que les conséquences de cette erreur fondamentale ne peuvent être imputées à crime

jusqu'à ce que les principes aient été rétablis, la vérité mise en évidence incontestable. Alors, mais alors seulement, il serait juste d'appliquer l'épithète vengeresse à l'institution rebelle au droit restauré.

Je sais que M. Proudhon distingue entre la propriété, qui est le vol, et les propriétaires, qui peuvent être d'honnêtes gens ; distinction indispensable. Qu'aurait-il fallu dire, en effet, de ceux qui, n'étant pas propriétaires, n'ont pas de plus ardent désir que de le devenir ? Mais alors où est la raison de la formule, de l'anathème sans avertissement préalable ?

La propriété, c'est la liberté ; direz-vous aussi, la liberté, c'est l'oppression ? car dans notre malheureuse société, l'on ne conquiert l'exercice d'un droit qu'au détriment d'autrui. Où s'arrêter dans la voie des récriminations ? Prenons plutôt celle des réformes, et gardons-nous de semer des paroles dont la récolte est souvent funeste. L'énergie des convictions ne se mesure pas, d'ailleurs, à la véhémence du langage ; des termes mesurés conviennent à la science et siéent bien au courage.

Malgré ces observations qui se présentent au début de mon travail, je suis décidé à réserver toute discussion jusqu'à la complète exposition des œuvres de M. Proudhon. Je me prive par là du moyen de varier un texte nécessairement aride ; mais je m'assure une discussion plus nette sur un ensemble connu, et je me garantis contre les digressions dans un travail qui ne saurait être trop abrégé, en raison du grand nombre d'idées qu'il évoque.

Lorsque M. Proudhon dit : l'homme se trompe parce qu'il apprend, je suis parfaitement de son avis ; et c'est en soumettant notre état social à un examen rigoureux que la vérité se trouvera, par une sorte de conquête, qui est le travail propre de l'homme. Il faut donc soumettre de nouveau à l'analyse les idées de justice, d'équité, de liberté, de lois, sans cesse remaniées suivant le progrès de l'esprit contemporain dans la notion variable de la justice éternelle.

GILBERT VILLENEUVE.

(La suite à un prochain numéro.)

Les entrepreneurs de menuiserie du département de la Seine, convoqués en assemblée générale et extraordinaire par leur chambre syndicale, ont consacré par un vote à l'unanimité le maintien de la journée de travail à dix heures.

— Une association vient de se former à Marseille entre les ouvriers cordonniers bottiers. Cette institution a pour but de fournir à la consommation des chaussures faites avec le plus grand soin, dans les conditions les plus favorables, et de favoriser, par les bénéfices de l'association, les intérêts des ouvriers eux-mêmes, en les préservant surtout des effets désastreux des chômages. Nous souhaitons que cet essai d'association puisse réussir et en inspirer d'autres qui tournent également au profit du consommateur et des classes laborieuses.

— Une nouvelle association de cuisiniers vient de se fonder rue Saint Germain-l'Auxerrois, n. 24.

— L'association des ouvriers paveurs vient de produire d'heureux résultats pour la ville de Paris. Ses pavages viennent d'être adjugés en huit lots, avec un rabais de 25 p. 100 sur les prix des devis. Nonobstant des efforts inouïs de la part des entrepreneurs, l'association des ouvriers paveurs est demeurée adjudicataire de deux lots, sur huit. Comme on le voit, tout le monde y gagnera, excepté les gros entrepreneurs.

— L'association des garçons marchands de vins réunis, dont le siège est rue Jean-Robert, 3, et la première succursale rue Saint-Victor, vient d'en ouvrir une deuxième rue de Poitou, 36 (au Marais).

— On lit dans le journal flamand *De Vrede* :

« Le gouvernement va tenter une colonisation dans la Campine. — Dans le courant de cette année, on construira, le long du canal, dans la commune de Lommel, trente petites fermes ; chacune aura quatre hectares de terre labourables et un hectare de prairie basse. On construira, pour cette colonie, une église, une cure et une école.

« De semblables colonies seront établies l'année prochaine dans les communes de Moll et d'Arendonck. Ces fermes seront données en exploitation

à des fermiers flamands, et le gouvernement leur assurera, pendant les trois premières années, les bestiaux et les moyens d'existence nécessaires.»

— On nous prie d'insérer la lettre suivante :

L'Association fraternelle des ouvriers *cordonniers*, fondée par les délégués au Luxembourg, et dont le siège est place du Louvre, 26, réclame le concours de tous ceux qui veulent sincèrement le bien-être et l'affranchissement des travailleurs. Nous ne saurions trop les prier de se tenir en garde contre les calomnies auxquelles notre association est en butte. Jusqu'à présent, l'on n'a rien oublié de ce qui pouvait lui nuire; attaquée même devant les tribunaux, elle en est sortie victorieuse, en laissant le ridicule et les frais à la charge de ceux qui l'avaient poursuivie.

Cette association toute fraternelle fabrique la *cordonnerie* en tous genres, pour hommes, femmes et enfants. Si dans les premiers temps de son installation, elle n'a pas mis toute l'exactitude désirable, c'est que des circonstances indépendantes de sa volonté l'en ont empêchée.

Aujourd'hui, à force de persévérance, beaucoup d'obstacles sont aplanis, et cette association peut servir convenablement les personnes qui s'adresseront à elle. Bonne confection, supériorité dans la qualité des marchandises, et régularité dans les livraisons, elle fera tous ses efforts pour mériter la confiance du public.

Au nom de l'association, *Le gérant,*
GUILLAUME.

— Le citoyen Georgel, maître mécanicien à Nancy, obligé de renvoyer six ouvriers, en raison de la réduction des commandes, s'adressa à son contre-maître pour faire l'élimination proposée. Celui-ci, cédant à l'inspiration d'un sentiment généreux, s'adressa à tous les travailleurs de l'atelier; et ceux que la mesure ne devait pas atteindre proposèrent à l'unanimité de ne travailler que trois quarts de jour, pour laisser place à leurs frères. Honneur à ces citoyens, qui pratiquent si bien le désintéressement au milieu de la misère.
(*Travailleur de Nancy.*)

— L'administration de la caisse d'épargne, désirant prévenir des spéculations prohibées, croit devoir rappeler que la loi qui a accordé à tous ceux des déposants dont les fonds ont été convertis en rentes, un *livret spécial*, portant, à titre de *compensation*, une somme de 1 fr. 68 c. en espèce, pour chaque franc de rente, n'a pas voulu que cette compensation profitât, sous aucun prétexte, à d'autres qu'aux titulaires des livrets et a déclaré nulle et de nul effet, en ce qui concerne les livrets de compensation, toute cession faite postérieurement au 7 juillet 1848. On sait, d'ailleurs, que les lois relatives aux caisses d'épargne interdisent généralement et frappent d'une sanction pénale la possession simultanée de plusieurs livrets par une seule et même personne.

L'administration rappelle également aux titulaires des rentes provenant de la conversion, qu'aucune inscription ne peut être vendue que par l'intermédiaire d'un agent de change.

Les titulaires des rentes recevront du reste à la caisse d'épargne, rue Coq-Héron, n° 9, tous les renseignements dont ils auront besoin, lorsqu'ils seront dans le cas de vendre leurs rentes.

— M. Arago a présenté à l'Académie des Sciences une nouvelle invention de M. Delvigne qui a pour but de faciliter beaucoup l'instruction dans le tir de toutes les armes à feu, en n'exigeant qu'une consommation de poudre extrêmement minime.

Le *tube-à-tir*, tel est le nom donné à l'appareil, consiste en un tube rayé très-court, d'un très-petit calibre et qui, fixé au bout d'un autre tube en tôle mince, s'introduit au fond du canon d'une arme à feu quelconque, en mettant en rapport la lumière du petit tube avec celle de l'arme. En un mot, c'est un petit canon de fusil, placé dans un grand, et offrant l'effet et les facilités du tir au pistolet de salon.

Mais c'est pour le tir du canon que les avantages sont considérables, surtout pour le tir si difficile du canon à bord des navires. La poudre d'une seule gorgousse du quart du poids du boulet de trente, suffit pour lancer deux cents cinquante petits boulets cylindro-coniques jusqu'à quinze cents mètres avec une grande justesse. Le pointage de la pièce étant le même, les canonniers pourront alors acquérir une grande habileté, avec d'autant moins de frais

que le canon ne sera altéré en rien, tandis que quatre à cinq cents coups ordinaires suffisent souvent pour mettre une pièce en fonte hors de service.

— L'éclairage électrique va recevoir très prochainement la consécration d'une application pratique faite dans des conditions spéciales de difficulté dont peu d'emploi pourra égaler les exigences. Il s'agit, en effet, d'éclairer le Diorama, et pour tous ceux qui connaissent la perfection avec laquelle la lumière du jour y est employée, et combien ces mystérieux effets réclament de puissance et de précision dans leurs nombreuses combinaisons, la supériorité immense de la lumière électrique sur toutes ses rivales sera démontrée d'une manière évidente, si elle sort triomphante de cette difficile épreuve.

Depuis longtemps des essais avaient déjà été tentés pour arriver à ce résultat; mais il paraît que le problème est enfin résolu, et que l'exhibition publique n'est retardée que pour l'achèvement de quelques dispositions de détail.

— On nous prie d'annoncer que le troisième banquet des femmes socialistes aura lieu lundi 9 avril, dans la salle de la fraternité, à cinq heures du soir. On trouve des billets aux bureaux de la propagande socialiste, 15, rue Coquillière; prix 1 fr. 25. Les hommes seront admis.

CHERRISERIE. — L'association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la cherriserie, constituée par acte du 29 décembre 1848 et dont nous avons publié les statuts dans notre numéro du 21 janvier dernier, a ouvert, le 1^{er} mars, son établissement central rue du Faubourg-Montmartre, n° 21. — Travail industriel de chemises, caleçons, gilets de flanelle et autres articles de la spécialité; dépôts et écoulement, au prix de fabrique, de pièces de toiles, baptistes, catinots, flanelles, etc.; telles sont les opérations auxquelles se livre cette association qui renferme dans son sein les coupeurs et les ouvrières les plus habiles de la profession.

Nota. — Au 1^{er} avril 1849, l'ouverture de deux succursales, l'une place de la Bastille, et l'autre place de l'Abbaye Saint-Germain.

DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES, OU DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE EN ÉCONOMIE SOCIALE. Ouvrage contenant l'examen critique des différentes théories qui ont été exposées, soit par les économistes, soit par les socialistes, par *François Vidal*. Un vol. in-8° de 500 pages. Prix: 7 fr. 50.

VIVRE EN TRAVAILLANT! PROJETS, VOIES ET MOYENS DE RÉFORMES SOCIALES. par *François Vidal*. Un vol. in-18. Prix: 3 fr. 50.

LES JUIFS ROIS DE L'ÉPOQUE, HISTOIRE DE LA FÉODALITÉ FINANCIÈRE. par *Alph. Toussenel*. 2 vol. in-8°. Prix: 10 fr.

L'ESPRIT DES BÊTES, VENERIE FRANÇAISE ET ZOOLOGIE PASSIONNELLE. par *Alph. Toussenel*. Un vol. in-8°. Prix: 8 francs.

HISTOIRE DU TRAVAIL ET DES TRAVAILLEURS EN FRANCE. par *Vinard aîné*. 2 vol. in-8°. Prix: 8 francs.

LE SOCIALISME DEVANT LE VIEUX MONDE, OU LE VIVANT DEVANT LES MORTS. par *V. Considérant*, représentant du peuple, suivi de *JÉSUS-CHRIST DEVANT LES CONSEILS DE GUERRE*, par *Victor Meunier*. Un vol. in-8°. Prix: 2 fr.

Le citoyen Malardier, instituteur, vient de publier, sous le titre: *Le guide du peuple dans les élections*, une petite brochure destinée principalement à éclairer les paysans sur la valeur des idées sociales. Le *Guide du peuple dans les élections* se trouve à la *Propagande démocratique et sociale*, rue des Bons-Enfants, 1. Prix: 10 centimes.

APPEL AUX HONNÊTES GENS. Quelques pages d'histoire contemporaine, par *Louis Blanc*, représentant du peuple. Prix: 1 franc. Au bureau central, 8, rue et place Favart.

ÉDUCATION NOUVELLE. — Méthode Allix. — *M. J. Allix commencera dimanche proch. (1^{er} avril) à 1 h. 1/2, dans la grande salle de la société de l'Union des sciences, des lettres et des arts, passage Joffroy 16, un nouveau cours normal public et gratuit de langue française, spécialement destiné aux jeunes personnes.*

L'Europe révolutionnaire. par *Ivan Golovine*, 1 vol. in-18. 3 fr. 50. Chez Capelle, rue des Grès, n° 10.

Plus de Conscription. par *A. Bureau*. 10 cent., aux bureaux de la *Démocratie pacifique*.

De l'origine des initiations égyptiennes, de la franc-maçonnerie et du compagnonnage.

Depuis trop longtemps la lutte et la guerre divisent les ouvriers des différents *devoirs du compagnonnage*. L'auteur a compris que le fanatisme et l'ignorance pouvaient seuls perpétuer de semblables fautes. Il s'est donc proposé de démontrer à tous ses frères les travailleurs que tous les *devoirs du compagnonnage* ont une même origine et que le compagnonnage a pour but l'Unité, pour tendance la Fraternité.

1 fort vol. in-18, grand raisin, de plus de 300 pages, par *Feurger, ouvrier*. Prix: 2 fr. pour les souscripteurs.

On souscrit à Paris chez *Carilian-Gœury et Dalmont*, libraires, 39, quai des Augustins.

COURS PUBLICS ET GRATUITS EN FAVEUR DES OUVRIERS.

Cours professés à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine.

Lundi: 7 h. du s., géographie, M. Bugnon.
8 idem., instr. civique, M. Ortolan.
Mardi: 7 idem., chimie appliq., M. Rousseau.
8 idem., physiologie, M. Guérard.
Mercredi: 7 idem., physique, M. Desains.
8 idem., histoire de France, M. Aubert.
Jeudi: 7 idem., hist. naturelle, M. Duchartre.
8 idem., chimie élém., M. Moyencourt.
Vendredi: 7 idem., arithmétique, M. Desplats.
8 idem., éléments d'écon. indust. et ses applicat., M. Buchère.
Samedi: 7 idem., hygiène, M. Vigla.

Cours professé à l'Ecole communale de la rue Madame.

Lundi et Vendredi: 7 h. du s., gramm. franç., M. Radiguel.
Vendredi: 8 idem., lecture, M. Hugnet.
Mardi: 7 idem., langue et littérature française, M. Genouille.
8 idem., mathémat. app., M. Lalanne.
Mercredi: 7 idem., dessin linéaire, M. Le Béalle.
et Samedi: 8 idem., écrit. et ten. de liv., M. Bray.
Jeudi: 7 idem., géom. et ses applic. à l'arpent. et au nivellem., M. Dauriac.
8 idem., géom. app. aux arts, M. Moitié.

Cours de musique vocale et d'harmonie à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine.

Mardi, mercredi et vendredi, à 9 heures du soir, M. Emile Chevé.

L'un des propriétaires, **LÉOPOLD GRAFFIN.**

Imprimerie **POUSSIELGUE**, rue du Croissant, 12.